

# SOCIETES ET ASSOCIATIONS

LÉGISLATION : Mémorial A - 219 du 3 mai 2022

PRISE D'EFFET : 8 juillet 2022

JURISPRUDENCE : Pasicrisie administrative au 14 novembre 2013

Jurisprudence civile et commerciale au 14 novembre 2013

Bulletin d'information sur la jurisprudence au 1<sup>er</sup> octobre 2013

Recueil réalisé par le

MINISTÈRE D'ÉTAT - SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION

[www.legilux.public.lu](http://www.legilux.public.lu)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>I. PERSONNES MORALES: CONTOURS CIVIL ET PÉNAL</b>	
<b>A. CODE CIVIL, <a href="#">Livre III, Titre IX., Art. 1832 - 1873</a></b>	
<b>B. CODE PÉNAL, <a href="#">Livre I<sup>er</sup> chapitre II-1, Art. 34-40, article 75-1</a></b>	
<b>C. ASSOCIATIONS AGRICOLES</b>	
Arrêté grand-ducal du 17 septembre 1945 portant révision de la loi du 27 mars 1900 sur l'organisation des associations agricoles . . . . .	7
<b>II. SOCIÉTÉS COMMERCIALES</b>	
<b>A. STATUT GÉNÉRAL</b>	
<b>1. Législation européenne</b>	
Directives européennes en matière de droit des sociétés et leur transposition en droit luxembourgeois . . . . .	13
Règlements communautaires en matière de droit des sociétés . . . . .	33
<b>2. Loi du 10 août 1915</b>	
<a href="#">Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales</a>	
<i>Jurisprudence</i> . . . . .	39
<b>3. Sociétés coopératives</b>	
Arrêté grand-ducal du 30 août 1918 concernant le règlement sur le contrôle des sociétés coopératives . . . . .	113
<b>4. Domiciliation des sociétés</b>	
Loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés et	
- concernant les sociétés commerciales;	
- modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 23 décembre 1909 portant création d'un registre de commerce et des sociétés;	
- modifiant et complétant la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales;	
- complétant la loi du 12 juillet 1977 relative aux sociétés de participations financières (holding companies);	
- modifiant et complétant certaines dispositions de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;	
- complétant la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances . . . . .	116
Loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier (Extrait: Art. 28-9) . . . . .	121
<i>Circulaires</i> . . . . .	122
<b>5. Législation sur la langue de rédaction des actes</b>	
voir: <a href="#">Recueil Langues, Loi du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat, Art. 36</a>	
<a href="#">Loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, Art. 3</a>	
Loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (Extraits: Art. 6(4) et 26(3)) . . . . .	123
<b>B. STATUTS PARTICULIERS</b>	
<b>1. Société européenne</b>	
Règlement CE n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE) . . . . .	124
Directive 2001/86/CE du Conseil du 8 octobre 2001 complétant le statut de la Société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs . . . . .	147

Loi du 25 août 2006	
1. concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;	
2. modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;	
3. modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;	
4. modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;	
5. modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;	
6. modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;	
7. modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;	
8. modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP . . . . .	158
<b>2. Sociétés holding</b>	
Loi du 22 décembre 2006 abrogeant:	
- la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies),	
- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 concernant les sociétés holding, pris en exécution de l'art. 1 <sup>er</sup> , 7 <sup>o</sup> alinéas 1 et 2 de la loi du 27 décembre 1937,	
- l'arrêté grand-ducal modifié du 17 décembre 1938 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding Companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à 24.000.000 euros au moins,	
- la loi modifiée du 12 juillet 1977 modifiant et complétant	
a) la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) modifiée par l'article 21 de la loi du 29 décembre 1971 et	
b) l'arrêté grand-ducal du 17 décembre 1938, sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (holding companies) qui reçoivent des apports comprenant l'avoir d'une société étrangère s'élevant à un milliard au moins, modifié par l'article 22 de la loi du 29 décembre 1971,	
- le règlement grand-ducal du 29 juillet 1977 fixant le minimum du capital social libéré dont doit disposer une société holding pour être admise au bénéfice des dispositions iscales de l'article premier de la loi du 31 juillet 1929,	
- la loi du 21 juin 2005 portant modification de l'article 1 <sup>er</sup> de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) et fixant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2010 pour le maintien temporaire de ces régimes. . . . .	182
<i>Décisions administratives</i> <sup>1,2</sup> . . . . .	184
<b>3. Société de gestion de patrimoine familial</b>	
Loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF») . . . . .	185
<b>4. Groupements d'intérêt économique (GIE et GEIE)</b>	
Règlement (CEE) no 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE) . . . . .	188
Loi du 25 mars 1991 portant diverses mesures d'application du règlement CEE n° 2137/85 du Conseil du 25 juillet 1985 relatif à l'institution d'un groupement européen d'intérêt économique (GEIE). . . . .	198
Loi du 25 mars 1991 sur les groupements d'intérêt économique (Extrait: Art. 1 <sup>er</sup> à 32) . . . . .	201
<b>5. Associations d'avocats</b>	
voir: <a href="#">Recueil Cours et tribunaux, Loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, Art. 34 à 39</a>	

1 Pour le texte complet ou des extraits de ces décisions (ainsi que d'autres décisions), v. code fiscal, volume 5, titre 6.

2 Le présent Recueil indique pour chaque décision administrative l'objet de celle-ci; il ne s'agit pas nécessairement du titre officiel de la décision.

**C. REPRÉSENTATION ET PARTICIPATION DES SALARIÉS****1. Directives européennes**

Directives européennes en matière de représentation et participation des salariés dans l'entreprise. . . . . 209

**2. Délégations du personnel**

voir: [Code du Travail, Livre IV - Représentation du personnel](#)

Règlement grand-ducal du 21 septembre 1979 concernant les opérations électorales désignant des délégués du personnel . . . . . 211

*Jurisprudence* . . . . . 219

**3. Comités d'entreprise et représentation des salariés dans les sociétés anonymes**

voir: [Code du Travail, Livre IV - Titre II](#)

Règlement grand-ducal modifié du 24 septembre 1974 concernant les opérations électorales pour la désignation des représentants du personnel dans les comités mixtes d'entreprise et les conseils d'administration ou les conseils de surveillance . . . . . 224

Arrêté grand-ducal du 11 août 1974 portant énumération des sociétés anonymes visées à l'article 22 paragraphe (2) de la loi du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes . . . . . 231

**4. Comité d'entreprise européen**

voir: [Code du Travail, Livre IV - Titre III](#)

**5. Implication des salariés dans la société européenne**

voir: [Code du Travail, Livre IV - Titre IV et Titre V](#)

**III. GROUPEMENT À FINALITÉ PARTICULIÈRE****A. ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)**

Directives européennes concernant les OPCVM . . . . . 232

Loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif . . . . . 233

Loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés. . . . . 339

Règlement grand-ducal du 14 avril 2003 déterminant les conditions et critères pour l'application de la taxe d'abonnement visée à l'article 129 de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif . . . . . 364

Loi du 19 décembre 2008

– portant révision du régime applicable à certains actes de société en matière de droits d'enregistrement

– portant transposition de la directive 2008/7/CE du Conseil du 12 février 2008 concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux

– modifiant

• la loi modifiée du 7 août 1920, portant majoration des droits d'enregistrement, de timbre, de succession, etc

• la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif

• la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation

• la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR)

• la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de SEPCAV et ASSEP

• la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés

– et abrogeant la loi modifiée du 29 décembre 1971 concernant l'impôt frappant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement 366

*Circulaires* . . . . . 369

*Jurisprudence* . . . . . 372

<b>B. SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS D'ÉPARGNE-PENSION</b>	
Loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu . . . . .	373
Structure juridique du fonds de pension sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (SEPCAV): la société coopérative organisée comme une société anonyme – Compilation officieuse des textes la concernant compris dans la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales . . . . .	430
Règlement grand-ducal du 28 octobre 2013 relatif aux taxes à percevoir par la CSSF . . . . .	464
Règlement grand-ducal du 20 septembre 2005 précisant les critères de compétence, d'honorabilité et de solidité financière requis pour l'agrément de professionnels d'origine non communautaire en tant que gestionnaires d'actif des institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) . . . . .	478
Règlement grand-ducal du 20 septembre 2005 précisant les critères de compétence, d'honorabilité et de solidité financière requis pour l'agrément des gestionnaires de passif des institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (SEPCA) ou d'association d'épargne-pension (ASSEP) . . . . .	479
<i>Circulaires</i> . . . . .	480
<b>C. MUTUELLES</b>	
<a href="#">Loi du 1<sup>er</sup> août 2019 concernant les mutuelles et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises</a>	
<b>D. ORGANISMES DE TITRISATION</b>	
Loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation et portant modification de	
– la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier	
– la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier	
– la loi du 27 juillet 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires	
– la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu	
– la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune	
– la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée. . . . .	481
<b>E. SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL À RISQUE</b>	
Loi du 15 juin 2004 relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR) . . . . .	499
<i>Circulaires</i> . . . . .	516
<b>F. SOCIÉTÉS D'IMPACT SOCIÉTAL</b>	
Loi du 12 décembre 2016 portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant	
a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,	
b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,	
c) la loi modifiée du 1 <sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et	
d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune . . . . .	517
<b>IV. ASSOCIATIONS ET FONDATIONS SANS BUT LUCRATIF</b>	
Loi du 21 avril 1928, sur les associations et les fondations sans but lucratif. . . . .	522
<i>Jurisprudence</i> . . . . .	531
<b>V. PUBLICITÉS ET COMPTES</b>	
<b>A. LIVRES DE COMMERCE (CODE DE COMMERCE)</b>	
Code de Commerce, <a href="#">Art. 8-21, 189</a>	